

# CONNEXION ICPA

Elise Bigley | Rédactrice

## Prendre le pouls de la relation la plus sous-estimée en agriculture

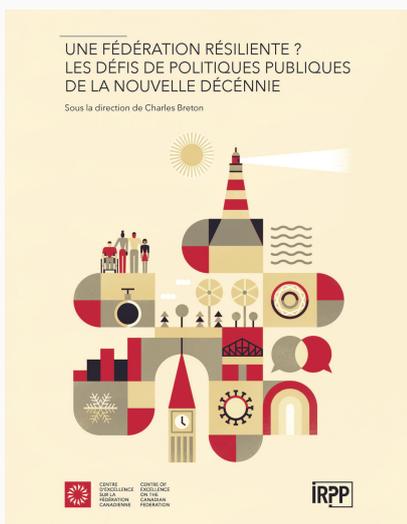
Le mois de novembre a été très occupé pour ceux qui suivent la politique agricole et le rôle essentiel que jouent les relations entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux dans cette politique. Toutes les activités qui ont eu lieu n'étaient qu'un prélude au travail qui sera effectué par les gouvernements dans le cadre de l'élaboration du prochain cadre stratégique (PCS) au cours de l'année à venir.

Le commentaire complet se poursuit à la page 2

## Nos lectures

« *Composer un bouquet riche de nos différences, c'est là le défi existentiel du Canada* »

Dans l'article intitulé **« Reconnaître et composer : les défis d'une fédération multinationale »** Alain Noël expose certaines des complexités auxquelles le Canada est confronté en tant que fédération multinationale. Il appelle à reconnaître les échecs et à commencer à envisager les solutions possibles si nous voulons « penser le Canada comme fédération résiliente ». Pour ce faire, Noël soutient que nous devons commencer par reconnaître la réalité des nations internes au Canada, « pour ensuite composer avec celles-ci ».



Cet article faisait partie de la série d'essais inaugurale du **Centre d'excellence sur la fédération canadienne** intitulé ***Une fédération résiliente ? Les défis de politiques publiques de la nouvelle décennie*** publiée en 2021.

## Quoi de neuf à l'ICPA

**Les relations FPT : Prendre le pouls de la relation la plus sous-estimée en agriculture**

Enregistrement du webinaire



**Gestion de la capacité de pointe et renforcement**

Rapport Réflexion rapide par Al Mussell



**Comprendre notre passe et notre présent : concevoir notre avenir**

Rapport Perspective par Douglas Hedley



## Prendre le pouls de la relation la plus sous-estimée en agriculture

Le mois de novembre a été très occupé pour ceux qui suivent la politique agricole et le rôle essentiel que jouent les relations entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux dans cette politique. Toutes les activités qui ont eu lieu n'étaient qu'un prélude au travail qui sera effectué par les gouvernements dans le cadre de l'élaboration du prochain cadre stratégique (PCS) au cours de l'année à venir. Les décisions que prennent les gouvernements dans le cadre de ce travail pourraient avoir des répercussions importantes au cours des cinq prochaines années et de celles qui suivront.

Quelques jours seulement après le renouvellement de son mandat, la ministre Bibeau a rencontré ses collègues à Guelph lors de la première réunion en personne des ministres de l'Agriculture des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux depuis juillet 2019. Bien que les ministres n'aient pas tous participé en personne, la réunion de Guelph a été l'occasion pour eux de se réunir, de discuter avec les intervenants et de commencer à tracer la voie à suivre pour le prochain accord quinquennal.

Ces réunions sont essentielles pour acquérir une familiarité, une confiance politique et des points de vue communs sur les problèmes et des solutions qui existent dans le secteur. Comme Douglas Hedley l'a fait remarquer dans le **rapport Perspective** publié par l'ICPA en juillet 2021, cette confiance était essentielle à la mise au point de la première entente quinquennale entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux en 2003. Bien que les ministres aient eu des réunions virtuelles au cours des 18 derniers mois, la réunion de Guelph a permis des rencontres en personne qui peuvent renforcer la confiance de façons que ne permettent pas les réunions virtuelles.

Le résultat de la réunion, y compris **L'Énoncé de Guelph**, a constitué une étape cruciale dans le processus du PCS. Cependant, la réunion a permis de constater que les ministres n'ont probablement pas encore obtenu la confiance nécessaire pour faire les choix nécessaires pour aboutir à un cadre stratégique approfondi, efficace et significatif qui aidera le secteur à réaliser son plein potentiel.

Il est toutefois important de reconnaître que les gouvernements se sont entendus sur une vision ambitieuse pour les cinq prochaines années. L'accord sur le rôle de la durabilité est important, et la priorité croissante accordée à la manière d'écologiser la gestion des risques d'entreprise et d'autres programmes pourrait jouer un rôle essentiel dans la façon dont le secteur agroalimentaire contribue à l'atteinte d'objectifs ambitieux en matière d'émissions de gaz à effet de serre en 2030 et en 2050.

Il reste à voir si les gouvernements peuvent traduire cette vision globale en un véritable cadre stratégique quinquennal pour le secteur. L'Énoncé de Guelph est rédigé dans un langage général qui laisse beaucoup de place à l'interprétation. Même le langage potentiellement historique sur la durabilité est rédigé de manière à être interprété de plusieurs façons différentes.

Les gouvernements semblent aussi avoir fait de tout une priorité, ce qui nous amène à nous demander : si tout est une priorité, est-ce que rien n'est réellement prioritaire? Il ne s'agit pas d'une question sans intérêt, puisqu'on ne sait pas avec certitude si les gouvernements sont prêts à investir suffisamment pour respecter toutes les priorités énoncées dans l'Énoncé de Guelph.

Avant la réunion ministérielle, Tyler McCann et Al Mussell ont fait part de **leurs réflexions** (en anglais seulement) sur la façon dont les gouvernements pourraient faire du PCS un véritable cadre stratégique, ce qui inverserait la tendance à réduire les cadres stratégiques quinquennaux à de simples ententes de dépenses.

Le commentaire se poursuit à la page 3

## Prendre le pouls de la relation la plus sous-estimée en agriculture

Suite de la page 2

Un véritable cadre stratégique nécessite des priorités et des objectifs stratégiques clairs, avec des cibles mesurables et des plans détaillés sur la façon de les atteindre. Il faut aussi prendre en considération le contexte extérieur – extérieur à l'agroalimentaire, et extérieur au Canada. Les deux sont en évolution. Un cadre stratégique plus significatif doit également être un partenariat entre les secteurs public et privé, élaboré non seulement entre les gouvernements, mais aussi en partenariat avec le secteur agroalimentaire qui, à terme, sera véritablement responsable de la concrétisation de la vision de l'Énoncé de Guelph.

Au cours de la prochaine année, les gouvernements répondront à la question de savoir si le PCS peut représenter plus qu'un accord de dépenses qui ne fait que modifier légèrement ou maintenir le statu quo. Il reste à voir si la relation entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux est suffisamment solide, et s'il existe un lien de confiance entre les ministres et les gouvernements pour atteindre ce résultat.

L'ICPA a animé un **webinaire** au mois de novembre pour prendre le pouls de la relation entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. Le dialogue entre les experts a permis d'explorer à quel point la relation de l'agriculture la plus sous-estimée est complexe, à quel point il peut être difficile pour les gouvernements et les intervenants de s'y retrouver, et à quel point elle est essentielle à la progression de la politique agricole au Canada. Le dialogue a également souligné à quel point les gouvernements ont la possibilité de se réunir grâce au PCS pour mettre en place des politiques qui peuvent libérer le plein potentiel de l'agriculture pour contribuer à des objectifs environnementaux, économiques et sociaux ambitieux.

L'élaboration de politiques dans le secteur agroalimentaire est de plus en plus complexe, et de plus en plus d'acteurs tentent d'atteindre un nombre croissant de résultats. La dynamique entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux rend l'élaboration des politiques agroalimentaires plus complexe. Cependant, cette dynamique a aussi le potentiel de rendre les politiques plus significatives. Le fait que plusieurs ordres de gouvernement soit capable de réunir des intervenants de partout au pays pour s'entendre sur un cadre stratégique quinquennal peut permettre au PCS d'être plus ambitieux, plus stratégique et plus solide qu'un cadre élaboré isolément par un intervenant public ou privé.

Peut-être que la question cruciale, qui a été soulevée par Michel Saint-Pierre dans le webinaire entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux de la mi-novembre, est de savoir si la menace de l'adversité peut donner l'élan nécessaire aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux afin de mieux travailler de concert à l'élaboration du PCS (et de mieux collaborer en général).

L'abondance des ressources naturelles au Canada et la demande croissante de nourriture ont alimenté la croissance dans le passé, mais il est incertain que cette tendance se poursuivra. La remise en question des règles commerciales internationales, la croissance de l'innovation dont font preuve les concurrents du Canada ainsi que les changements climatiques ne sont que quelques exemples des pressions croissantes auxquelles le système agroalimentaire doit faire face.

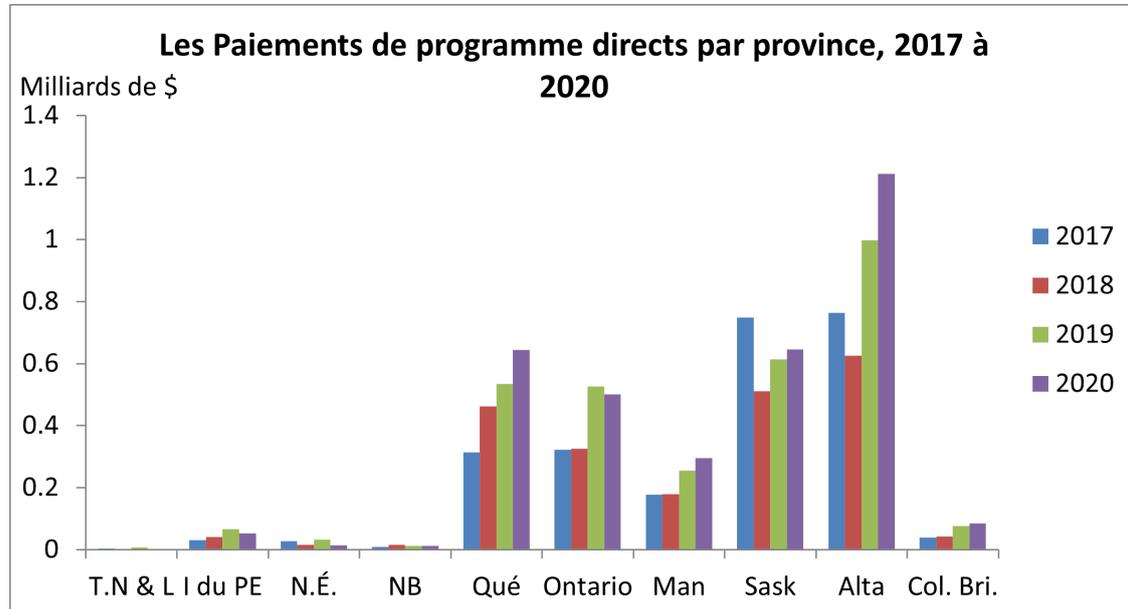
Aujourd'hui plus que jamais, le système ne peut pas se reposer sur ses lauriers. Aujourd'hui plus que jamais, le système a besoin d'un PCS ambitieux et stratégique qui aide le secteur agroalimentaire à libérer son plein potentiel de façon remarquable. Nous avons besoin de relations entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, et d'une ambition qui soient suffisamment solides pour mener ce PCS à bonne fin.

Tyler McCann, Directeur principal

# Un grand graphique

## Les politiques agricoles fédérales, provinciales et territoriales et la répartition provinciale des paiements de programme directs aux producteurs agricoles en 2020

Depuis 2003, les objectifs et les approches des politiques agricoles sont énoncés dans des cadres stratégiques pour l'agriculture (CSA) quinquennaux, élaborés en collaboration par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux (FPT). Les programmes de gestion des risques commerciaux (GRE) dans le cadre du CSA actuel, appelés Partenariat



canadien pour l'agriculture (PAC), aident les agriculteurs à gérer la volatilité des marchés et les risques de catastrophe, tels que l'impact des phénomènes météorologiques extrêmes et les perturbations commerciales grâce à des paiements de programme directs (PPD). Agri-stabilité, Programme agri-protection et Agri-relance sont trois de ces programmes offerts au niveau fédéral, mais des programmes provinciaux sont également disponibles pour faire face à ces risques, souvent partagés sur une base de partage des coûts fédéral-provincial 60:40.

Selon Statistique Canada, le PPD était de 3,5 milliards de dollars en 2020, en hausse de 11 % par rapport à 3,1 milliards de dollars en 2019 et de 40 % par rapport à la moyenne quinquennale précédente. 2020 a été une année difficile pour les agriculteurs en raison de la COVID, et les gouvernements fédéral et provinciaux ont accru leur soutien pour aider à faire face à ses impacts. Par exemple, un arriéré d'abattage de porcs au Québec et de bovins en Alberta en raison d'éclosions et de fermetures d'usines de conditionnement de viande a fait baisser les prix, ce qui a entraîné une augmentation du soutien. En conséquence, les PPD au Québec et en Alberta ont augmenté considérablement, de 21 % en 2020 par rapport à 2019 dans les deux provinces. De plus, les phénomènes météorologiques violents ont entraîné une augmentation des paiements du Programme Agri-production au Manitoba (56 %) et au Québec (110 %) et des paiements d'Agri-stabilité en hausse de 74 % en Ontario et de 23 % au Québec.

Source : Statistiques Canada

# L'ICPA dans les nouvelles



«Les USA vont revenir à la charge pour exiger des concessions sur la gestion de l'offre»-John Weekes

**A quest for sustainable management practices**



VIEWPOINT

**Opinion: Canada needs a more ambitious agri-food policy**

*Agri-food is responsible for one in eight Canadian jobs and seven percent of the country's GDP.*



**Fears about skyrocketing dairy prices may be misplaced, economists say**

*Scholars say the relationship between farm prices and supermarket prices is messy and a big bump on one end doesn't always result in an equally big bump on the other*

Jake Edmiston  
Nov 05, 2021 • November 5, 2021 • 4 minute read • 11 Comments

**AgriStability not expected to be replaced**



**Edmonton's Nabati Foods hoping to bring its vegan 'Eggz' to stores around the world**



**CWD makes an appearance in Manitoba**



**Future Canadian farm policies face novel balancing act**



**New ag policy direction suggested for government**

*A panel urges politicians to take another look at trade policy, climate change mitigation and animal disease protection*

# Possibilités de partenariat à l'ICPA

**Votre engagement est essentiel.** Les risques n'ont jamais été aussi grands et les opportunités aussi nombreuses. Le moment est venu pour le système agroalimentaire de jouer un rôle de premier plan en tant que fournisseur de solutions essentielles pour l'économie, l'environnement, et la sécurité alimentaire mondiale. Toutefois, les politiques doivent impérativement être modifiées de manière créative.



Ici pour aujourd'hui,  
prêt pour demain

**L'ICPA est heureux d'annoncer notre campagne de capitalization Ici pour aujourd'hui, prêt pour demain!**

L'ICPA s'engage à rechercher des idées stratégiques audacieuses et novatrices pour répondre aux besoins critiques du système agroalimentaire canadien, soit de rendre celui-ci plus résilient, qu'il produise davantage, mieux et de façon durable et rentable, en phase avec la demande croissante des consommateurs au pays et à l'international.

Nous avons besoin de toutes les mains sur le pont. L'ICPA vous invite à vous joindre à ses efforts pour apporter des changements transformationnels audacieux au système agroalimentaire. Pour en savoir plus sur ce qui se profile à l'horizon, visitez le site de [l'ICPA](http://l'icpa.ca).

## **Investir dans l'environnement**

Les nouvelles technologies et les nouveaux outils changent la façon de faire des agriculteurs d'aujourd'hui. Cependant, l'adoption de nouvelles technologies ou la modification des méthodes de production alimentaire peuvent entraîner des coûts qui peuvent freiner la contribution des agriculteurs à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de la biodiversité. Ces nouvelles technologies et pratiques peuvent avoir un effet positif sur l'environnement – à condition que les agriculteurs les adoptent.

Le projet vise à déterminer les politiques publiques et privées qui peuvent accroître rapidement l'adoption et la mise en œuvre de nouveaux outils ainsi que les pratiques qui maximisent les résultats environnementaux et sociaux.



***Ce projet est financé en partie par la Fondation RBC. Nous cherchons activement partenaires privés et des fondations pour faire avancer ce projet et le système agroalimentaire.***

## Appuyer l'ICPA

Vous pouvez faire la différence! Songez à devenir partenaire de notre travail ou à l'appuyer par l'entremise de la Fondation de l'agroalimentaire du Canada, un organisme de bienfaisance enregistré. Votre engagement est très important, car il est urgent d'intensifier nos efforts, étant donné que l'agriculture et l'agroalimentaire peuvent être des fournisseurs de solutions essentiels pour l'économie, l'environnement, la santé, l'alimentation et la sécurité mondiale. Mais, les changements créatifs aux politiques sont cruciaux. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus.

**L'ICPA reconnaît le soutien global de ses nombreux partenaires, en particulier celui d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.**

**Canada**